

« Des troupes armées de pelles » *Le service du travail militarisé des Juifs hongrois pendant la Seconde Guerre mondiale*

JULIEN PAPP

HISTORIEN INDEPENDANT

Quand, dans les années 1930, l'État hongrois horthyste a entrepris la solution de la « question juive » dans l'armée, il pouvait déjà s'appuyer sur des expériences antérieures remontant notamment au temps de la Première Guerre mondiale et aux crises politiques et sociales qui ont suivi ce grand conflit. Il y avait dans cet héritage plusieurs éléments significatifs eu égard à notre sujet, comme le travail obligatoire prévu par la loi d'exception de 1912¹ et les internements des civils considérés comme dangereux pour « la sécurité publique et le succès des efforts de guerre », décrétés le 27 août 1914² ; à tout cela sont venues s'ajouter des mesures prises dans la foulée de la répression consécutive à la chute de la République des Conseils de 1919. Plus récemment, cherchant à « définir la notion du service de travail » et ses « racines », on évoque simultanément, en les confondant, le travail forcé à caractère militaire des Juifs et le travail volontaire effectué dans le cadre des innombrables colonies et camps organisés dans l'entre-deux guerres en Europe, et au-delà, à l'initiative des États ou par diverses associations culturelles ou patriotiques, comme par exemple la Société Turul en Hongrie.

Ainsi, selon András Szécsényi, « en Hongrie, c'est en suivant les exemples étrangers, dans l'esprit de la défense raciale et de la pensée populaire, ainsi que pour défendre la population agraire et faire connaître le travail manuel à la jeunesse des classes moyennes, que s'est créé le service de travail volontaire universitaire, qui a non seulement préfiguré le service de travail (juif) obligatoire, mais dans lequel se trouvent aussi les racines directes de celui-ci »³.

¹ J. Galántai, *Magyarország az első világháborúban 1914-1918* [La Hongrie dans la Première Guerre mondiale 1914-1918], Budapest, Akadémiai Kiadó, 1974, p. 66, 154-155.

² *Ibid.*, p. 175-176. ; L. Somogyi, « Veszélyesnek minősülő idegenek – tízezreket internáltak Magyarországon az első világháború alatt » [Des étrangers qualifiés de dangereux – des dizaines de milliers de personnes ont été internées en Hongrie pendant la Première Guerre mondiale], *telex.hu*, le 23 août 2023. <https://telex.hu/techtud/2023/08/27/somogyi-laszlo-rendori-felugyelet-internalas-internalotaborok-az-elso-vilaghaborus-magyarorszagon> (téléchargé le 17 juillet 2025).

³ A. Szécsényi, *Fogalomtörténeti vázlat a munkaszolgálatról* [Esquisse sur la notion du service du travail], *Betekintő*, 2014/3. https://www.betekinto.hu/sites/default/files/betekinto-szamok/2014_3_szecsényi.pdf ; « Fajvédelem, népi gondolat, holokauszt – mit érdemes tudni az önkéntes munkaszolgálatról ? » [Défense raciale, pensée populaire, holocaust – que faut-il savoir du service de travail volontaire ?]. Récension. *Múlt-kor*, le 25 juillet 2016. <https://mult-kor.hu/fajvedelem-nepi-gondolat-holokauszt---mit-erdemes-tudni-az-onkent-es-munkaszolgalatrol->

Le phénomène en question avait en effet une portée idéologique et utilitaire, dans la mesure où ces mouvements collectifs contribuaient à renforcer la cohésion sociale et à occuper des masses de jeunes, à une époque où le chômage sévissait. Aussi utilitaire, mais sans préoccupation idéologique – la participation à l’effort de guerre n’en étant pas une – fut le travail obligatoire instauré par la loi d’exception déjà évoqué de 1912, alors que les internements massifs, avec ou sans obligation de travail, avaient un caractère sécuritaire quand ils frappaient les minorités nationales, ou disciplinaires et « rééducatifs » dans le cas des politiquement suspects, des déserteurs ou encore des prisonniers de guerre rapatriés « contaminés » par le bolchevisme. En tout cas, qu’il s’agisse de faits intentionnels ou des raisons implicites, ce qui domine ici c’est l’idée de l’intégration sociale et nationale. La différence avec le cas des Juifs mobilisables dans le service armé réside dans sa nature. Le travail forcé, et non volontaire, est une pratique de substitution et repose sur l’idée et l’intention de les rejeter de la nation, que l’armée incarne par excellence. Dans sa dimension psychologique, c’est une volonté politique d’humiliation, alors que les autres formes de travail collectif, volontaires ou accomplies par devoir imposé, procurent un sentiment de fierté ou de bonne conscience.

Autant dire que même s’il existait des interférences dans la gestion des différents types de services de travail⁴, celui des Juifs, qui devaient normalement faire leur service militaire, ne relève pas de l’histoire des camps et autres colonies de travail de l’entre-deux guerres, mais de l’histoire de l’armée et de son recrutement, telle qu’elle est née et a évolué après l’effondrement de la Hongrie historique. Dans cette perspective, il convient de revisiter d’abord les deux foyers, Arad et Szeged, qui furent les lieux de gestation des contre-pouvoirs avec l’organisation d’une « armée nationale » face à la dictature prolétarienne de Béla Kun. L’entreprise était menée sous le contrôle et avec le soutien des autorités militaires françaises occupantes. À Arad, dès le 22 mars 1919, le général René Gondrecourt confia la mission de mise en place d’un conseil de gouvernement à Lajos Varjassy, secrétaire de la Chambre industrielle et commerciale ; avec le général de Lobit, ils apportèrent leurs concours à la création d’une « union sacrée » et d’une unité militaire (gendarmes et officiers de l’ancienne armée) de 500 hommes environ, que les chroniqueurs de l’époque considéraient comme l’une des premières cellules de « l’armée nationale ». À partir du 17 avril, on a rassemblé la somme d’1,5 millions de couronnes pour aider cette réalisation, mais déjà le 6 avril le messenger Ferenc Gábor avait apporté une lettre écrite par le banquier israélite de Budapest, Simon Krausz. Remise à son coreligionnaire Lajos Pálmai, la lettre promettait que « dans la mesure où le gouvernement entreprend une action efficace contre les bolchevistes, les hommes d’argent de Budapest lui accorderont par la voie de Simon Krausz cinq millions de couronnes pour financer les besoins immédiats »⁵. Ce fut une des premières démarches d’israélites fortunés en faveur de la contre-révolution qui rend injustifiable l’identification de tous les Juifs avec les communistes de la République des Conseils.

20160725?fbrkMR=desktop&openImage=9258 (téléchargé le 17 juillet 2025).

⁴ Ainsi, l’instance intitulée Groupe du service et des affaires de travail [Munkaszolgálati és Munkaügyi Csoport] mise en place le 1^{er} juillet 1939 pour organiser la structure militaire des travailleurs requis, était dirigée par l’Inspecteur général du Service de travail d’intérêt général [Közérdekű Munkaszolgálat Országos Felügyelője].

⁵ J. Paál, *A száz napos szegedi kormány. Az ellenforradalom története* [Le gouvernement de cent jours de Szeged. Histoire de la contre-révolution], Budapest, 1919, p. 22.

Mais, malgré le geste de Krausz, Pálmai fut écarté du premier gouvernement de Szeged, formé le 31 mai 1919 quand l'équipe d'Arad s'y déplaça. Le très actif moine Zdravetz et plusieurs de ses collègues s'opposèrent en effet à ce qu'un Juif puisse faire partie du gouvernement. Pourtant, le saint homme côtoyait le président de la communauté israélite de Szeged, Samu Biedl, dans le Comité antibolchevique (*Antibolsevista Comité – ABC*) créé le 25 avril comme une antenne de l'ABC de Vienne, et qui entra en concurrence pendant quelque temps avec les gouvernements encore remaniés le 6 juin et le 12 juillet 1919. Très vite, ce moine franciscain devint l'âme de l'ABC de Szeged : « Orateur magnifique. Quel que soit le public devant lequel il parle, il entraîne les masses. Chacun de ses mots entre dans le cœur des gens. Mais Zdravetz déteste le libéralisme, les ouvriers et les Juifs. Et il ne cache pas ses sentiments »⁶.

L'ABC qui est une sorte de copie de « l'union sacrée » d'Arad, se préparait à affronter les communistes présents à Szeged avec leur conseil ouvrier et leurs soldats rouges en armes. Dans l'action qui conduisit à leur liquidation, la moitié d'une compagnie d'officiers et 22 hommes sur 24 de la section commandée par le nommé Marcell Fischer étaient encore des Hongrois de confession juive⁷. Il faut rappeler que beaucoup de propriétaires israélites avaient souffert des pillages et des expropriations pendant les deux révolutions de 1918 et 1919. Quand, le 5 mai 1919, le comité exécutif de l'ABC décida qu'il fallait essayer d'associer les représentants des ouvriers chrétiens socialistes à ses travaux, « un débat s'en est suivi puisque le dr Samu Biedl, président de la communauté israélite, n'était pas d'accord avec cette idée. Sa position fut que les ouvriers étaient tellement contaminés par le bolchevisme que pour l'instant aucun d'entre eux ne peut être intégrée, mais seulement quand le nouveau pouvoir aura déjà suffisamment de force pour nettoyer les ouvriers des idées bolchevistes »⁸.

Mais le zèle politique et militaire des éléments libéraux israélites n'a pas suffi pour faire valoir la solidarité de classe par-delà de l'antisémitisme. Au sein de l'ABC, Zdravetz ne cesse de répéter « qu'avant la consolidation définitive, les pogroms ne pourront être évités » et « les incidents à caractère confessionnel se succèdent à Szeged. Les Français ne cessent de se plaindre »⁹. Gyula Kádár, jeune lieutenant commandant d'une compagnie du régiment d'infanterie n° 5 récemment formé à Szeged, évoqua dans son récit autobiographique la propagation en cet été de 1919 des rumeurs sur les méfaits les plus horribles de la Hongrie rouge. « On répand que le communisme n'est rien d'autre que l'effort des Juifs à dominer le monde. [...] Des pamphlets voient le jour où l'on "prouve" que ce sont les sionistes qui ont

⁶ *Ibid.*, p. 38.

⁷ *Ibid.*, p. 31. Selon une autre source, la compagnie en question comprenait 72 officiers réservistes dont 16 étaient de religion juive. L. Gulyás – P. Miklós – M. Tóth – F. Zeman (éds.), *A Horthy-korszakról az értéktörítő történetírás jegyében* [De l'époque Horthy sous le signe de l'écriture d'histoire créatrice de valeurs], Szeged, VIKEK, 2021. <https://vikek.eu/wp-content/uploads/2023/06/A-Horthy-korszakr%C3%B3l-az-%C3%A9rt%C3%A9ktrem%C5%91-t%C3%B6rt%C3%A9net%C3%ADr%C3%A1s-jegy%C3%A9ben-K%C3%B6z%C3%A9p-Eur%C3%B3pai-Monogr%C3%A1fi%C3%A1k-30..pdf> (téléchargé le 17 juillet 2025).

⁸ E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós, a fehérek vezére* [Miklós Horthy le chef des Blancs], Budapest, Kossuth, 1985, p. 30.

⁹ J. Paál, *A száz napos szegedi kormány...*, *op.cit.*, p. 50.

décidé la guerre mondiale, que les Juifs sont les responsables de la défaite, de la révolution de 1918, du communisme, de tout. L'antisémitisme fusionne avec l'anticommunisme »¹⁰.

Après le 7 mai 1919, suite au désarmement du régiment rouge n° 46 de Szeged et à l'emprisonnement de ses soldats communistes (puis ceux des différentes garnisons), les hommes, gendarmes et officiers du lieutenant-colonel Diendorfer, procédèrent au « nettoyage » des éléments militaires, soldats officiers et sous-officiers, y compris les officiers du bataillon qui avait réalisé le coup de main du 7 mai. Il fallait donner de la place aux officiers réfugiés, disait-on, mais surtout c'était « d'une part la mise en pratique de la conception antisémite par l'exclusion des habitants de confession juive, d'autre part la mise à l'écart de ceux qui étaient de pensée libérale et souhaitaient mettre à la place du pouvoir des conseils un régime démocratique bourgeois »¹¹. D'ailleurs, peu après l'arrivée de l'équipe d'Arad (celle de Varjassy), l'ABC rendit public une proclamation le 17 mai, appelant à l'union sacrée : « Mais de cette Union Sacrée, les ouvriers, les libéraux et les Juifs étaient désormais exclus »¹². Le « nettoyage » des unités militaires fut plus tard considéré comme la naissance de « l'armée nationale » de la contre-révolution. L'inauguration solennelle d'une première formation eut lieu le 2 juin 1919 et le 6 juin ce fut la prestation de serment du contre-amiral Horthy comme ministre de la Guerre du 2^e gouvernement de Szeged.

Arrivé dans la ville le 30 mai 1919, Horthy s'imposa, au-dessus plutôt qu'à la tête du troisième gouvernement, comme chef suprême (*Fővezér*) de « l'armée nationale », dont le recrutement fut lancé le 6 juin et officialisé le 18 par la création d'un comité. Le 9 juin déjà, Horthy annonça : « Pour vaincre la terreur rouge et rétablir l'ordre légal et la sécurité, j'ordonne la mise sur pied d'une Armée nationale hongroise » ; ce sont les premiers mots d'un appel dont le texte fut affiché un peu partout dans la ville. Mais c'était sans grand succès que les orateurs, avec le moine Zadravetz en premier lieu, cherchèrent à déployer tous leur talents car, selon le rapport de leur comité, seulement 6 568 hommes de Szeged et de ses environs se portèrent volontaires. C'était principalement des fonctionnaires administratifs, alors que la paysannerie se tint à l'écart.

Si l'échec des recrutements rendit caduc le projet de vaincre par les armes le régime des conseils ouvriers, « l'armée nationale » de Horthy finit par incarner la « pensée de Szeged » dite « chrétienne » et « nationale », les deux termes comportant un message antisémite¹³. Elle fonda une politique de rejet, aussitôt mise en pratique. Car, en dépit de la pénurie en volontaires, l'armée horthyste refusait l'engagement des Hongrois de confession juive. Parmi les nombreuses atrocités perpétrées en août-septembre 1919 par cette armée après son départ de Szeged, on citera ici à titre d'exemple caractéristique, ce qui se passa dans un village du comitat de Tolna, probablement en août. À quelques kilomètres au nord de Pécs, « à Gyöng, on recrutait pour l'armée nationale et plusieurs habitants juifs vinrent de Hőgyész, commerçants, cochers et d'autres, qui se présentèrent devant la commission de recrutement. Le maire du village déclara que la direction de l'armée ne voulait voir des Juifs, ni des syndicalistes. Ensuite, les Juifs de Hőgyész se mirent en route pour rentrer chez eux

¹⁰ Gyula Kádár, *A Ludovikától Sopronkőhidáig* [De la Ludovika à Sopronkőhida], Magvető, Budapest, 1978, p. 117.

¹¹ E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós...*, op. cit., p. 29.

¹² J. Paál, *A száz napos szegedi kormány...*, op. cit., p. 42-43.

¹³ D. Turbucz, « Horthy Miklós beszédei 1919 és 1923 között » [Discours de Miklós Horthy entre 1919 et 1923], *Századok*, 154/1 (2020), p. 183-208.

mais, plus loin, ils furent encerclés par les soldats d'un aspirant qui reconduisirent les chariots à la mairie. Là, sans mot dire, ils les arrachèrent des chariots, les poussèrent vers la prison de la mairie où chacun d'entre eux fut déshabillé et bastonné »¹⁴.

De fait, quand le 22 août 1919 les instances alliées autorisèrent Horthy à compléter son armée en Transdanubie en faisant appel aux classes de 25-35 ans, le commandement ordonna que ne pouvaient être recrutés « que les cultivateurs et les fermiers, ainsi que les bourgeois des villes. C'est-à-dire ceux qui étaient irréprochables du point de vue moral et politique. Les Juifs et les ouvriers organisés étaient à exclure. (Toutefois cela ne devait pas être rendu public, mais utilisé seulement à titre confidentiel) »¹⁵. Cet ordre fut réitéré par Horthy et, en juillet 1920, le général Istvan Stréter, ministre de la Défense, affirma que « la juiverie s'était trouvée qualifiée non fiable et exclue de l'armée nationale ».

Comme l'observe aussi Pál Hatós, « à l'automne 1919, la politique hongroise prit un tournant antisémite et de sa première expression ne fut pas le "numerus clausus" mais le fait que les Juifs et les ouvriers organisés ne pouvaient pas entrer dans l'Armée nationale. C'était le décret du chef suprême Miklós Horthy, promulgué en septembre 1919 »¹⁶.

Alors que dans la foulée de la répression politique les camps d'internement ne cessèrent de se multiplier (Hajmáskér, Komárom, Cegléd, Zalaegerszeg, Eger, Maglód, Csepel, Ujszász, Abony...), la direction militaire ordonna en décembre 1919 que les jeunes ouvriers soumis à l'obligation du service, les Juifs et les hommes politiquement nuisibles fussent regroupés dans des compagnies de travailleurs à caractère disciplinaire au lieu du service armé. À côté de ce régime qui dépendait du Haut commandement de Horthy et du ministère de l'Intérieur, le ministre de la Défense organisa ses propres formations ouvrières à l'intention des hommes mobilisables pour le service militaire (décret confidentiel du 23 janvier 1920). Cela n'avait pas un caractère d'internement, les appelés – juifs ou non – portaient leurs propres vêtements civils ou militaires avec un brassard blanc sur le bras gauche. En fait, tout le système d'internement et de travail forcé en rapport avec la répression et le service militaire était d'une grande complexité. Il prit fin, du moins pour ce qui touchait au développement des compagnies ouvrières encasernées, avec le traité de Trianon signé le 4 juin 1920 et entré en vigueur le 26 juillet 1921¹⁷.

Le traité imposé à la Hongrie démembrée n'autorisait qu'une force armée de 35 000 hommes (dont 1 750 officiers) recrutés uniquement sur la base du volontariat et ne pouvant

¹⁴ E. Hollós – V. Lajtai, *Horthy Miklós...*, op. cit., p. 168.

¹⁵ J. Kun – J. Gazsi (éds.), « Adatok a fehérterror első évéről és a dolgozók ellenállásáról » [Données sur la première année de la terreur blanche et la résistance des travailleurs], *Hadtörténelmi Közlemények*, 6/2 (1959), p. 318-349.

¹⁶ T. Hajdú, « Pál Hatós : "Trianon nagyon fájt zsidónak és magyarnak egyaránt" » [Trianon fit très mal tant au Juif qu'au Hongrois], *Neokohn*, le 16 septembre 2019.

<https://neokohn.hu/2019/09/16/hatos-pal-trianon-nagyon-fajt-zsidonak-es-magyarnak-egyarant/> (téléchargé le 15 juin 2025).

¹⁷ I. Tóth Kolos, « Munkásalakulatok Horthy Nemzeti Hadseregében 1919-1921 » [Formations ouvrières dans l'armée nationale de Horthy], *Clio Műhelytanulmányok*, 2018/2. L'auteur note que l'historiographie hongroise s'occupe peu de la question des formations ouvrières de la période de 1919-1921. « Ce qui est d'autant plus surprenant, car c'est pratiquement cette forme que nous pouvons considérer comme la genèse du service de travail de la Seconde Guerre mondiale ». Pour désigner le système, le langage militaire de l'époque contre-révolutionnaire employait des mots comme « formation ouvrière », « détachement ouvrier » ou « compagnie ouvrière ».

servir que pour le maintien de l'ordre et le service des frontières¹⁸. Le recrutement lancé dès décembre 1921 fut un échec. Le recrutement dit forcé (système « K ») selon des quotas répartis entre les départements ne réussit guère mieux, car en 1925 il n'y avait encore que 22 000 volontaires. En mars 1927, la fin de l'activité de la Commission de contrôle militaire alliée permit de camoufler plus aisément des militaires en policiers, en gendarmes et en douaniers, mais ne donna encore que 57 648 recrues en 1930. « De cette armée officielle aux effectifs modestes, les Juifs furent exclus de facto. Cela n'était pas réglementé par des lois ou des décrets discriminatoires, mais les organisations d'anciens combattants de droite qui dominaient les conseils de révision obtenaient qu'il ne reste dans l'armée que quelques Juifs disposant des plus hautes décorations militaires »¹⁹.

Entre 1932 et 1935, le nombre de soldats passa de 66 500 à 67 900, puis de 72 300 à 82 500, entre 1936 et 1938. Depuis 1932, la Hongrie renforça l'orientation italienne et l'ouverture vers l'Allemagne était engagée dès l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. Pendant l'exercice du Premier ministre Gyula Gömbös (1932-1936), l'état-major et le ministère de la Défense connurent une relève générationnelle importante. « Des partisans jeunes du chef du gouvernement, germanophiles enthousiastes et antisémites défenseurs de la race, accédèrent à des postes dirigeants. [...] Les années suivantes, l'armée imprégnée d'idéologies d'extrême droite devenait l'une des sources principales des propositions et des projets antisémites »²⁰. Instauré le 20 avril 1932, le service militaire obligatoire « plein et entier », y compris pour les « ouvriers à l'orientation politique extrémiste et certaines catégories de Juifs », représentait un tournant²¹. On tenait seulement à ce que les éléments non fiables fussent dispersés dans toute l'armée, de façon proportionnelle. Les conseils de révision étaient prévenus, puisque les autorités locales connaissaient les mobilisables et apposaient un grand « B » sur les feuilles de route des suspects. Mais il était faux de dire que le corps des officiers « fourmillaient de Juifs ». Selon les chiffres communiqués par la présidence du Conseil le 4 avril 1939, l'effectif total des forces armées hongroises, militaires de carrière et soldats conscrits s'élevait à ce moment à 102 007 personnes, dont 2 292 seulement étaient juives (2,24 %), avec 41 gradés²².

La présence des Juifs était bien plus importante dans la catégorie des officiers et sous-officiers réservistes. Un décret du 10 février 1936 avait rendu possible pour tous les soldats chevronnés (*karpaszományosok*) de se porter volontaires à la formation d'officiers réservistes. Le pourcentage des Juifs qui se présentaient à ces cours dépassait largement les

¹⁸ « Hadsereg és katonapolitika 1919-1940 között » [Armée et politique militaire entre 1919-1940], in I. Kollega Tarsoly (éd.), *Magyarország a XX. században, t. 1, Politika, társadalom, hadtörténet, jogalkotás* [La Hongrie au XX^e siècle, politique, société, histoire militaire, législation], Szekszárd, Babits, 1998, p. 319-338.

¹⁹ L. Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat eredete és nemzetközi összefüggései » [Origines et aspects internationaux du service de travail militarisé de Hongrie] in R. L. Braham – A. Kovács (éds.), *A Holokauszt Magyarországon hetven év múltán : történelem és emlékezet* [L'Holocauste en Hongrie, soixante-dix ans après : histoire et mémoire], Budapest, Múlt és Jövő Kiadó, 2015, p. 113-147.

²⁰ *Ibid.*

²¹ J. Gazsi, « Politikai megkülönböztetés a Horthy-hadseregben 1919-1945 » [Discrimination politique dans l'armée de Horthy 1919-1945], *Hadtörténelmi Közlemények*, 19/3 (1972), p. 505-546.

²² R. L. Braham, *A magyar holocaust*, vol. II [L'Holocaust hongrois], Budapest, Gondolat, 1988, p. 241. ; Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat... », *op. cit.*

quelque 5 % qu'ils représentaient dans l'ensemble de la population, témoignant de leur niveau culturel et matériel plus élevé que celui de leurs camarades chrétiens. Leur part s'élevait en effet à 13,2 % et jusqu'à 20,9 % parmi les élèves-officiers du corps d'infanterie. De fait, c'était pratiquement la seule arme à laquelle ils pouvaient accéder, étant exclus des corps dits protégés comme l'aviation, les garde-frontières, les communications ou les corps de blindés. Même dans ces unités d'ailleurs, la direction militaire fit tout son possible pour dresser des obstacles devant ces futurs réservistes. Malgré cet acharnement, en 1939, les Juifs représentaient 15,8 % des officiers de réserve, dont 24,4 % dans les secteurs spécialisés tels qu'ingénieurs, médecins ou vétérinaires. La vague d'antisémitisme déclenchée par la première « loi juive » de 1938 mit à l'ordre du jour la question et l'état-major était décidé à la résoudre, « indépendamment même de la ligne politique » générale²³. La possibilité en fut donnée par la nouvelle loi sur la défense nationale adoptée en 1939.

Pour mieux comprendre le contexte, rappelons qu'après l'Anschluss, la Hongrie se retrouva désormais voisine directe du III^e Reich et cette proximité ranima la propagande antisémite et l'idéologie de la prétendue « défense raciale ». Et surtout, la « résolution de la question tchécoslovaque » encouragea les partisans de la révision territoriale, mettant à l'ordre du jour le réarmement et la mobilisation des ressources économiques. Dans un fameux discours prononcé à Győr le 5 mars 1938, le Premier ministre Darányi (1936-1938) annonça un vaste programme de réarmement et pour plaire à Hitler et apaiser, sur son aile la plus extrême, les partisans de Szálasi, il promettait la solution « légale et planifiée de la question juive ». Dès lors, et comme si le sort des 5,1 % de Juifs avait été une question clé de la société hongroise, à l'Assemblée, les débats se succédèrent. La première « loi juive » vit le jour le 28 mai 1938, déjà sous le gouvernement de Béla Imrédy (1938-1939). Elle limita à 6 % la part des Juifs dans les emplois publics et par la discrimination religieuse, elle invalida le principe de l'égalité civile. 16 000 employés juifs furent aussitôt licenciés. Pour l'ensemble de la communauté, le climat politique et moral ne cessait de s'alourdir et l'élite militaire s'empressait de résoudre « la question juive » dans l'armée. De cette ambiance, les souvenirs de Gyula Kádár déjà cités sont bien évocateurs : « Cet été [1938], je passa mes vacances à Balatonboglár (colonie Jankovich). C'est au même endroit que festoyait auprès d'une famille de sa connaissance Károly Bartha, haut fonctionnaire à ce moment du ministère de la Défense, mais que tout le monde considérait déjà comme futur ministre. Comme nous nous promenions au bord du Balaton, la question juive vint sur le tapis. [...] Bartha, qui était un fieffé antisémite, me fit part de son grave souci : que doit-on faire des Juifs dans l'armée ? Mon opinion était qu'il ne fallait pas parler de question juive dans l'armée, car celui qui est soldat n'est qu'un soldat. Indigné, Bartha demanda si je n'imaginai pas que les Juifs pouvaient rester dans l'armée régulière, car si la guerre éclatait, il faudrait décorer ceux qui se battaient bien et les gratifier par des avantages. Comme je trouvais tout cela normal, Bartha clôt le débat : "Il n'en est pas question. Les Juifs doivent être réunis dans des unités séparées pour un service de travail." À mon avis, c'était lui qui le premier poussa à l'instauration du honteux service du travail juif, devenu plus tard si terrible »²⁴.

²³ Gazsi, « Politikai megkülönböztetés... », *op. cit.*

²⁴ Kádár, *A Ludovikától Sopronkőhidáig*, *op.cit.*, p. 298.

Ce fut en effet Károly Bartha, devenu ministre de la Défense, qui présenta le 7 décembre 1938 un projet de loi sur la défense. L'article de loi n° II du 11 mars 1939 qui en était issu était une loi-cadre portant sur le travail de défense nationale qui définissait notamment le travail d'intérêt général et ses modalités pour les jeunes de plus de 21 ans inaptes au service militaire (paragraphe 230). À la même époque, le 5 mai 1939, fut adoptée la 2^e « loi juive » visant à la « limitation de la présence des Juifs dans la vie publique et dans l'économie ». Avec la loi raciale du 2 août 1941, les trois « lois juives » entraînèrent jusqu'au 31 décembre 1942 le licenciement de 75 450 employés et fonctionnaires, affectant 220 896 personnes avec les membres de leurs familles. Bien avant la deuxième loi antisémite, le ministère de la Défense cherchait à clarifier son impact dans l'armée et les réunions se succédèrent au cours de l'été 1939, avec toute une série de propositions. On admit celle du ministre Bartha reposant sur la mise en place de formations ouvrières juives militairement organisées. Les appelés furent répartis de façon proportionnelle parmi les unités combattantes, à l'exception des secteurs « protégés », un Juif ne pouvait plus être officier et sous-officier de carrière, mais les officiers juifs réservistes pouvaient conserver leurs grades et en cas de guerre, ils ne porteraient pas d'armes.

Dès le 1^{er} juillet 1939, les premiers appelés, provenant de la classe 1916, devaient rejoindre un des huit bataillons ouvriers, puis dix, à dater de 1941, qui dépendaient des commandements des corps d'armées (Budapest, Székesfehérvár, Szombathely, Pécs, Szeged, Debrecen, Miskolc, Kassa – Kosice). Au sein des bataillons, les travailleurs juifs formaient des compagnies de 200-250 personnes, elles-mêmes divisées en sections et celles-ci en pelotons. Leurs « armes » réglementaires étaient les pelles et les pioches. Ils portaient un brassard tricolore et sur les revers de leurs tuniques un grand « M » (*Munkaszolgálatos* – Service du Travail) de couleur verte indiquait la seule différence, pour le moment, par rapports aux uniformes des soldats en arme. Les officiers qui les encadraient devaient être appelés « Monsieur l'instructeur ».

En juillet 1940, il y avait déjà 60 compagnies et l'armée voulait en avoir de 90 à 100 en peu de temps. En effet, en mars 1939 l'armée hongroise occupa la Subcarpathie, quelques mois après le premier « arbitrage » de Vienne, et il fallait intégrer les Juifs de cette région dans la structure mise en place. Par ailleurs, à partir de l'automne 1940, les nouvelles recrues juives étaient destinées exclusivement au service du travail²⁵. Un grand nombre de leurs unités s'occupaient de travaux forestiers, réparaient des routes, construisaient et entretenaient des aéroports, asséchaient des marécages ou s'activaient à réguler des cours d'eau ; à l'occasion, ces travailleurs exécutaient des travaux saisonniers sur les grandes propriétés appartenant aux parents ou aux amis des personnalités militaires influentes. Après le rattachement de la Transylvanie du Nord (2^e arbitrage de Vienne), beaucoup de compagnies furent dirigées sur les frontières pour démolir les fortifications. Une bonne partie des soldats juifs qui avaient participé armés à la réoccupation de la Transylvanie, ont été démobilisés et appelés aussitôt au service du travail.

À la même époque, la distinction se fit entre compagnies ouvrières juives de campagne et compagnies sédentaires. Les premières étaient formées de jeunes Juifs aptes au travail, censés, en temps ordinaire, effectuer leur service militaire, et les secondes comprenaient les

²⁵ Sz. Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon 1939-1945 » [Le service du travail en Hongrie 1939-1945], *Hadtörténelmi Közlemények*, 117/3 (2004), p. 817-857.

Juifs plus âgés, destinés à des emplois secondaires. Les conditions étaient encore assez supportables, les travailleurs juifs en tant que membres de l'armée bénéficiaient d'une certaine protection contre les exactions policières et l'antisémitisme de plus en plus virulents. Mais depuis le printemps 1940 déjà, de nombreux rapports parvinrent au ministère de la Défense sur les cruautés et les abus perpétrés dans certaines unités²⁶. Le 14 novembre 1940, le député des Croix-fléchées János Halmai déclara au Parlement que le port du brassard tricolore par les travailleurs juifs ne devait être toléré, il fallait le remplacer par un brassard jaune. L'état-major aussi était de cet avis et dès cette époque on devêtit beaucoup de Juifs de leurs uniformes, les contraignant à travailler dans leurs propres vêtements civils.

En outre, le 2 décembre 1940, et s'agissant des formations mixtes, les Juifs furent séparés de leurs camarades chrétiens, intégrés eux aussi au système du travail d'intérêt général, comme éléments non fiables. Depuis juin 1940 en effet, l'armée convoquait des centaines de cadres syndicaux et sociaux-démocrates, en partie pour un service militaire et surtout pour le service du travail. Après l'occupation de la Transylvanie, en septembre, des milliers d'ouvriers organisés reçurent des convocations. Certains d'entre eux avaient déjà été condamnés ou figuraient sur des listes noires. À leur intention, on mit en place à partir d'avril 1941 des compagnies de travailleurs « B », distinctes du service du travail déjà organisé. De ces camps spéciaux installés précipitamment, celui de Sárvár (département de Vas) accueillit par exemple 350 hommes, dont 200 sociaux-démocrates et 150 communistes. Progressivement, ces unités prenaient un caractère punitif. On assista à la disparition de la notion de service d'intérêt général (*közérdekű munkaszolgálat*) et à la formation de trois catégories de travailleurs forcés : les compagnies auxiliaires (*kisegítő*) pour les Juifs, les compagnies militaires (*katonai*) pour les minorités nationales²⁷ et les compagnies spéciales (*különleges*) pour les politiquement suspects.

L'entrée en guerre de la Hongrie en 1941 marqua un tournant pour les travailleurs forcés juifs et les politiquement indésirables. Le décret du 16 avril, et son application du 19 août qui eut force de loi par l'article XIV de 1942 réorganisèrent le système auxiliaire de service du travail. Une note du ministère de la Défense en définissait en quelque sorte l'esprit général : « Nous devons employer tous les moyens pour discipliner les Juifs ou pour pouvoir leur nuire ». La loi excluait définitivement les Juifs du service armée. À l'échelon des officiers, environ 16 000 réservistes juifs furent privés de leurs rangs et de leurs documents militaires ; leur carte personnelle portait désormais la lettre « Zs » (Zsidó – Juif). Alors que visiblement un bon nombre d'officiers chrétiens continuaient à rencontrer leurs anciens camarades juifs réservistes en certaines occasions (restaurants, réunions d'anciens combattants, etc.), une instruction du 8 décembre 1941 interdisait tout « contact social » avec les anciens officiers juifs. Le 19 août précédent, un décret ministériel interdisait même l'usage de l'adjectif « ancien » pour ces officiers (ancien lieutenant, ancien capitaine...).

La Hongrie entra en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie contre l'URSS le 27 juin 1941 quand environ 50 000 de ses soldats franchirent la frontière. Fin octobre, ses troupes

²⁶ Csósz, « A magyarországi háborús munkaszolgálat... », *op.cit.*

²⁷ Par définition, les autorités militaires étaient méfiantes à leur égard. Selon une étude du ministère de la Défense portant sur les classes de 1901-1923, les Allemands et les Ruthènes étaient tout à fait fiables ; parmi les non fiables, les Serbes représentaient 84 %, les Croates 67 %, les Roumains 45 %, les Slovènes 26 % et les Slovaques 0,65 %. Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 823-824.

atteignirent la rivière Donets, à 1 400 km de Budapest. À la suite de l'échec de la Wehrmacht devant Moscou, la direction militaire allemande pressait l'entrée en action de toutes les forces armées de ses alliés. En Hongrie, elle finit par se contenter d'environ 200 000 hommes, dont les différentes unités allaient former la 2^e armée. Ces troupes se mirent en route au printemps 1942, puis au cours de l'été et après des combats plus ou moins violents, arrivèrent sur la ligne du Don, au sud de Voronej, à 1 600 km de Budapest. Durant la même période, en plusieurs convois successifs, les compagnies de travailleurs furent acheminées en Ukraine. En cours de route, les hommes du service du travail devaient décharger les wagons, réparer les routes, enterrer les morts. Avec ceux qui seraient transférés durant l'automne et l'hiver 1942, « on peut admettre que les effectifs des travailleurs du service s'élevaient au total à 37 275 personnes ». Sur le chapitre des pertes jusqu'au 31 décembre 1942, l'armée signalait sur le front de l'Est 1 796 morts, 236 disparus et 46 prisonniers²⁸, soit au total 2 078 hommes. S'appuyant lui aussi sur un document militaire, Szabolcs Szita écrit que « les troupes annoncèrent pour 1942 la perte au total de 2 149 » hommes du service du travail²⁹.

Loin du pays et de tout contrôle, le personnel militaire de l'encadrement se livrait à des exactions et à des crimes. « Ils frappaient impitoyablement [les travailleurs du service], pillaient ou volaient tout simplement leurs rations alimentaires déjà insuffisantes. [...] Certains, le lieutenant György Kaucsky par exemple, les traitait dès le départ de telle sorte qu'il ne reste aucun survivant de toute sa compagnie. Jusqu'au 1^{er} octobre 1942, on fusilla 96 membres de celle-ci et plus de 30 furent assassinés des propres mains de Kaucsky. [...] Il arrivait souvent qu'il leur fallait monter sur des arbres couverts de glace, y pousser des cocoricos à la manière des coqs, et crier que "Je suis un sale Juif !" Il y avait des brutes qui, pendant l'hiver, arrosaient le travailleur jusqu'à ce qu'il se transforme en "statue de glace", ou bien qui les pendaient par les mains ligotées derrière le dos »³⁰, ce type de ligotage (*gúzsbakötés* ou *kikötés*) ayant d'ailleurs été la punition la plus répandue dans toutes les compagnies. Le crime peut-être le plus terrible fut perpétré par le colonel Alajos Haynal, commandant du 22^e régiment d'infanterie de la 6^e division. À l'automne 1942, il fit exécuter 124 travailleurs de l'une de ses compagnies, après avoir déclaré aux soldats du garde-chiourme : « Aucun [d'entre vous] ne pourra rentrer en permission tant qu'il en reste un seul en vie parmi les travailleurs du service »³¹. Après la catastrophe de Voronej en janvier 1943 et avec l'arrivée du printemps, le typhus et d'autres maladies firent des ravages. Dans la nuit du 29 avril, le hangar de Dorositch où l'on avait enfermé des centaines de malades fut incendié ; les soldats qui tentèrent de s'enfuir furent mitraillés et les autres brûlèrent à l'intérieur. D'autres « hôpitaux » de campagne connurent le même sort.

Entre le 17 et le 19 octobre 1942, le nouveau ministre de la Défense Vilmos Nagy parcourut le front de l'Est et se rendit compte d'une situation déplorable. Regrettant que ce fut à lui que revint la mise en application de la loi XIV/1942, héritée de son prédécesseur K. Bartha, démis en raison de son trop fervent hitlérisme, Nagy prit toute une série de mesures

²⁸ G. B. Kis – P. Szabó, « Munkaszolgálások a Donnál » [Requis du service de travail près du Don], *Hadtörténelmi Közlemények*, 117/3 (2004), p. 887-926.

²⁹ Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 834.

³⁰ Braham, *A magyar holocaust*, *op.cit.*, Vol. I, p. 258. ; Szita, « A munkaszolgálat Magyarországon... », *op.cit.*, p. 832.

³¹ I. Nemeskürty, *Requiem egy hadseregért* [Requiem pour une armée], Budapest, Magvető, 1972, p. 184.

en faveur des travailleurs militarisés : interdiction de les traiter comme des prisonniers de guerre, démobilisation des malades, amélioration des rations de nourriture, interdiction de toute violence physique, sanctions contre les cadres inhumains, interdiction des convocations nominatives, démobilisations des travailleurs de plus de 42 ans ou encore application aux travailleurs le même règlement que pour les soldats du rang. Si dans le pays, ces mesures apportèrent des soulagements, en Ukraine, où les chefs des différents échelons agissaient à leur guise, la bonne volonté du ministre n'eut guère d'effet. À l'arrivée de l'hiver, l'état des compagnies sans armes ne cessait de s'aggraver, leurs vêtements en particulier n'étaient plus que des loques. Avec l'autorisation du ministère de l'Intérieur, les organisations juives lancèrent alors une campagne de collecte de vêtements de grande ampleur, permettant de charger environ 28 wagons qui partirent vers le front en octobre-novembre 1942. Mais on ne sut pas ce qu'il en advint. Vu l'état catastrophique des communications avec le front de l'Est, « il est probable que la grande partie des collectes ne parvint pas à leurs destinataires ».

Le désastre de la 2^e armée hongroise à Voronej en janvier 1943 se solda par une perte de 120 000 hommes environ : 70-80 000 soldats morts et 40 000 faits prisonniers. Les 80 000 qui rentrèrent, étaient pour la plupart blessés. La répartition par pourcentages des pertes connut un changement, car « ce furent les travailleurs du service qui, proportionnellement, eurent les plus grosses pertes », soit 21 287 en janvier-février ; s'y ajoutaient encore 2 021 victimes jusqu'en décembre 1943, élevant à 23 308 le chiffre des pertes. Selon le registre ministériel, celles-ci se répartissaient ainsi : 2 158 morts, 18 843 disparus, 716 blessés et 1 591 faits prisonniers³². D'après les témoignages de l'après-guerre et les papiers des tribunaux, il paraît certain que le nombre de disparus devait être attribué aux redditions massives, dans la mesure où les travailleurs épuisés ne se sentaient plus capables de marcher. Plusieurs milliers d'entre eux allaient ainsi connaître six années encore de service de travail dans les camps de prisonniers soviétiques. Ils étaient en effet considérés comme des soldats qui avaient contribué à l'effort de guerre de l'ennemi.

Quelques mois après l'effondrement de Voronej, les compagnies de travailleurs d'Ukraine furent réorganisées. Pour faire cesser les comportements inhumains envers les requis juifs, le nouveau ministre de la Défense, Lajos Csataj, reprit les instructions de son prédécesseur Vilmos Nagy qui avait dû démissionner sous la pression des Allemands, prévoyant le tribunal militaire pour les contrevenants. De son côté, et bien que faible, l'opposition démocratique menée par Endre Bajcsy-Zsilinszky rédigea le 31 juillet 1943 un mémorandum pour exiger que les hommes du service du travail fussent intégrés dans le service militaire armé. Elle soutenait aussi les efforts du gouvernement Kállay qui cherchait depuis quelques mois à se dépêtrer de l'alliance allemande.

Durant l'été 1943, on comptait plus de 800 000 travailleurs forcés, juifs et non juifs mélangés³³. Ces masses étaient organisées en partie dans le système existant : compagnies militaires pour les minorités ethniques, bataillons du service d'intérêt général pour les civils mobilisés et compagnies auxiliaires des travailleurs juifs. Pour les rendre plus efficaces et renforcer la discipline, le régent Horthy ordonna le 4 novembre 1943 de fusionner et centraliser les trois systèmes dans une Organisation du travail de Défense nationale (*Honvédelmi*

³² Kis – Szabó, « Munkaszolgáltatások a Donnál », *op.cit.*, p. 905.

³³ Braham, *A magyar holocaust, op.cit.*, Vol. I, p. 267, 290.

Munkaszervezet). Cet organisme devait notamment distribuer les travailleurs parmi les usines de guerre, organiser et équiper les trois catégories de services, assurer le remplacement des ouvriers qui avaient été appelés au service militaire armé.

Mais « cette réorganisation, de même que les décisions ministérielles concernant le traitement des hommes du service du travail ne changeaient guère l'état réel du système, observe Braham. [...] Tant en Ukraine qu'à Bor, en Serbie, la situation des hommes des compagnies de travailleurs demeura inchangée »³⁴.

Un autre haut lieu de la souffrance des travailleurs juifs et ceux des sectes religieuses était en effet situé en Serbie, à 200 km environ au sud-est de Belgrade, dans la zone minière de Bor. En 1943, quand les Allemands firent appel à la main d'œuvre hongroise, l'exploitation des mines était déjà entièrement entre les mains de l'Organisation Todt, dont s'emparèrent les Allemands après l'invasion de la Yougoslavie en avril 1941. Dans les camps qui s'étendaient sur 30 km entre Bor et Zagubica, le traitement des forçats dépendait souvent des commandants mais à la suite de l'occupation de la Hongrie le 19 mars 1944, le régime de Bor devenait carrément celui d'un camp militaire disciplinaire. 98 % des travailleurs étaient des Juifs et le reste appartenait à des minorités religieuses : témoins de Jéhovah, Adventistes, Nazaréens. Quand, à l'automne 1944, la Wehrmacht dut évacuer la région devant l'avance rapide des troupes soviétiques, le lieu allait devenir le point de départ de l'un des plus sanglants « échafauds mobiles », comparable à celui de Dorosic en Ukraine. Sans compter les assassinats ponctuels, le retour en marche forcée des compagnies fut marqué par cinq massacres collectifs : à Bor même, à la mi-septembre ; à Jabuka, au nord de Belgrade, les 1^{er}-2 octobre ; à Cservenka, dans la nuit du 7 au 8 octobre ; sur le chemin de Cservenka-Zombor-Baja, dans la seconde moitié du mois d'octobre ; à Abda, près de Győr, début novembre³⁵.

L'évacuation se fit en deux colonnes, la première comprenant entre 3 200 et 3 600 hommes et la seconde environ 2 600, qui partirent avec une bonne semaine de décalage. La première se mit en route vers la Hongrie le 17 septembre et c'est elle qui a subi les tueries signalées plus haut. Après celle de Jabuka, qui fit 133 ou 147 victimes, la colonne connut dans la nuit du 7 octobre le massacre le plus effroyable à Cservenka (Crvenka). Selon Tamás Csapody, parmi les quelque 3 000 personnes qui étaient arrivées dans la briqueterie locale le 5 octobre 1944, le massacre fit entre 700 et 1 000 victimes ou entre 800 et 1 000. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, la série d'assassinats perpétrés par les soldats SS de la garnison locale, avec la participation des éléments hongrois de l'encadrement, commença vers 22-23 heures et s'acheva à 3-4 heures à l'aube du 8 octobre. Son enquête minutieuse sur cette tuerie établit également que 22 hommes y avaient survécu, soit parce qu'ils réussirent à se cacher ou à s'enfuir, soit parce qu'ils n'avaient pas été tués et purent, malgré leurs blessures, s'extirper du monceau de cadavres du « fossé de la mort »³⁶.

³⁴ *Ibid.*, p. 268.

³⁵ T. Csapody, *Bori munkaszolgálatosok* [Travailleurs forcés de Bor], Budapest, Vince Kiadó, 2011 ; *A cservenkai tömeggyilkosság* [Le massacre de Cservenka], Budapest, 2014 ; Bortól Szombathelyig. Tanulmányok a bori munkaszolgálatról... [De Bor à Szombathely. Études sur le travail forcé de Bor...], Budapest, Zrínyi, 2014.

³⁶ T. Csapody, « A cservenkai halál-árok túlélői » [Les survivants du fossé commun de Cservenka], *REGIO*, 29/3 (2021), p. 137-167.

Après Cservenka, la colonne des survivants fut divisée en trois unités, le lieu de destination étant pour chacune Szentkirályszabadja, au nord-est du lac Balaton. Les deux premières suivaient respectivement des itinéraires vers Baja et Mohács. Au cours de ces chemins les SS assassinèrent encore 400 travailleurs juifs. Le troisième groupe comprenait ce qui restait de la compagnie des sectes religieuses. Beaucoup d'entre eux avaient été sauvés avant Belgrade par le sombatiste hongrois István Barat. Ce groupe encadré par des soldats hongrois prit le train à Zombor pour se rendre lui aussi à Szentkirályszabadja, mais en passant par Kiskunhalas. À la gare de cette ville, le train des ouvriers, des jeunes de Budapest pour la plupart, fut mitraillé et attaqué à la grenade, faisant 194 ou 196 morts. La deuxième suivit le même chemin que la première. Mais à Zagubica, les habitants alertèrent les partisans qui bivouaquaient aux environs et qui attaquèrent la colonne. Ils tuèrent quelques soldats tandis que les autres se rendirent. Une centaine des plus cruels furent jugés et fusillés. 300 environ des plus jeunes de ces requis rejoignirent les partisans tandis que les autres partirent à Temesvár où ils furent accueillis par des familles serbes³⁷.

À Szentkirályszabadja, village à mi-chemin entre la ville de Veszprém et le lac Balaton, le camp d'aviation était une sorte de plaque tournante du travail forcé de Bor : c'est d'ici qu'en juin 1943 étaient parties cinq compagnies de travailleurs juifs pour la région minière serbe, et c'est là que les survivants furent de retour en octobre 1944. Ce fut ensuite le point de départ pour ces derniers vers des camps de concentration allemands, en passant par Győr et Hegyeshalom. Les compagnies juives venant de Baja et de Mohács arrivèrent à Szentkirályszabadja après le putsch des Croix-fléchées, entre le 16 et le 29 octobre 1944. Cette partie de leur trajet se déroula dans des wagons à bestiaux. Les deux groupes devaient compter 1 647 personnes, auxquels s'ajoutaient les survivants des minorités confessionnelles venant de Kiskunhalas. Au terme d'un chemin de 1 700 km environ depuis Bor, tous se trouvaient dans un état de délabrement physique et moral avancé et continuaient à subir les mêmes exactions que précédemment.

Fin octobre-début novembre 1944, les survivants de Bor, organisés en six compagnies, quittèrent le camp d'aviation pour se diriger vers Mosonmagyaróvár. La marche commandée par le lieutenant Pál Juhász était ponctuée par les cruautés habituelles. C'était de nouveau « l'échafaud mobile », avec un nouveau massacre au nord-ouest de Győr, à Abda, village situé sur la rive de la Rábca. Parmi les 22 travailleurs assassinés, aurait figuré le poète Radnóti. À Zurány – Zurndorf, en Burgenland, les travailleurs ont été remis aux Allemands. De là, on transféra le groupe de Mohács près de Berlin, dans le camp de concentration de Sachsenhausen, puis à Buchenwald, Ravensbrück, Barth et Ludwigslust. Le groupe de Baja se retrouva successivement dans les camps de Flossenburg, Ohrdruf, Mittelbau-Dora, Herzbruck, Buchenwald, Bergen-Belsen et Dachau. Au total, sur les quelque 1 600 Juifs du « reste de Bor », 500 peut-être étaient encore en vie au moment de la libération des camps en avril 1945.

Au-delà du calvaire des requis du front d'Ukraine et de Bor, l'occupation allemande de la Hongrie le 19 mars 1944 provoqua un changement d'attitude de la direction militaire quant à l'usage du service auxiliaire. À cette époque, le nombre des travailleurs juifs pou-

³⁷ Tamás Kovács, Magyar munkaszolgálatosok Borban [Requis hongrois du service du travail à Bor], in F. Fischer – Zs. Vitári – J. Vonyó (éds.), *Kutatási füzetek 11. Ünnepi szám Harsányi Iván 75. születésnapjára*, Pécs, Pécsi Tudományegyetem, 2005, p. 97-121.

vait être de 63 000, au sein d'une armée de 597 000 hommes. Face aux grandes déportations de mai-juillet 1944, auxquelles l'armée hongroise ne participa pas, celle-ci chercha à en extraire les Juifs mobilisables en multipliant les convocations « d'urgence ». Faute de documents, note Szabolcs Szita, l'incertitude demeure pour savoir combien de vies les convocations militaires ont sauvées. Au conseil des ministres du 21 juin 1944, le fervent secrétaire d'État à la déportation, László Endre, estimait que les autorités militaires avaient convoqué 80 000 Juifs pour le service du travail qui échappaient ainsi au « transport vers l'étranger ». L'historien pense que ce chiffre est probablement exagéré, mais que faute de sources, il est impossible de le vérifier. Par ailleurs, le 13 juin 1944, Veessenmayer rendit compte du transport de 289 357 Juifs des Carpathes et de la Transylvanie du Nord, alors que le groupe Eichmann prévoyait 310 000 personnes destinées à la déportation. Le diplomate nazi attribuait la différence aux mesures prises par l'armée hongroise.

Au moment du putsch de Szálasi, les Juifs n'avaient plus qu'un tiers de leurs effectifs d'avant-guerre. Dans un télégramme envoyé à son ministère le 28 octobre 1944, Veessenmayer établissait ainsi l'état statistique de la population juive hongroise : il y avait 800 000 Juifs en Hongrie le 19 mars 1944 ; parmi eux, 430 000 furent « transférés » sur le territoire du Reich, 150 000 servaient dans les compagnies de travailleurs et 200 000 restaient à Budapest³⁸. Dans la foulée de la terreur antisémite déclenchée par le putsch du 16 octobre 1944, les ordres et les décrets se succédèrent du 20 octobre au 2 novembre, frappant les Juifs de toutes catégories, hommes, femmes et ceux du service du travail. À partir du 6 novembre un grand nombre d'entre eux quittait chaque jour Budapest pour les travaux de fortification du Südostwall, à la frontière occidentale. Les « marches de la mort » suivaient trois itinéraires, dont le plus important passait par Piliscsaba-Dorog-Süttő-Szőny-Gönyű-Dunaszeg-Mosonmagyaróvár-Hegyeshalom, soit un chemin de 250 km. À partir de ce moment, le service auxiliaire du travail militarisé cessa d'être un refuge contre les déportations et le système lui-même disparut. Les 28-29 novembre, par un ordre secret, ses commandants militaires furent relevés de leurs fonctions pour être remplacés par des miliciens Croix-fléchées.

Avec l'arrivée des troupes soviétiques, les premiers à être délivrés en septembre-octobre 1944 furent les travailleurs juifs des compagnies qui se trouvaient en Transylvanie du Nord. Et avant les procès des criminels de guerre à proprement parler, c'est-à-dire les grands responsables politiques, remis à l'automne 1945 par les Américains, les tribunaux populaires hongrois jugèrent dans la première phase de leur fonctionnement les individus qui étaient impliqués dans l'encadrement du travail auxiliaire de l'armée et aussi dans les très nombreux crimes des Croix-fléchées.

³⁸ Gy. Ránki (éd.), *A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Magyarországról 1933-1944* [La Wilhelmstrasse et la Hongrie. Documents allemands sur la Hongrie 1933-1944], Budapest, Kossuth, 1968, p. 907.